

Sans la claque des régionales, Sarkozy aurait-il annoncé le projet d'une loi contre le voile intégral ?

Il l'a dit clairement ce mercredi 24 mars à la sortie du Conseil des ministres : « le voile intégral est contraire à la dignité des femmes. La réponse, c'est son interdiction ». Cette déclaration de Nicolas Sarkozy est sans ambiguïté, « un projet de loi sera déposé par le parlement pour l'interdire ». Entendre ces propos de la part d'un chef de l'Etat qui vient de se prendre une claque monumentale et qui a tout intérêt à tenir ses engagements s'il veut rester en lice, pourrait être un soulagement pour tous les laïques et républicains de ce pays qui s'inquiétaient de voir la mission Gérin tomber dans la décrépitude ou accoucher d'une souris. Mais doit-on se réjouir avant que la messe ne soit dite ? Ne doit-on pas rester prudents et s'interdire de crier victoire ?

Il faut dire qu'il y eut suffisamment de rebondissements au cours des auditions qui se sont enchaînées depuis l'ouverture de cette mission parlementaire en juillet dernier, et qu'il y eut assez de flous dans certaines prises de positions de la part des responsables de cette mission, pour créer un sentiment d'incertitude quant à l'utilisation de ce rapport et aux décisions qui en découleraient. On se souvient que Jacques Myard avait mis en cause publiquement Eric Raoult, le rapporteur de la mission, qui s'opposait à tout projet de loi. On voit déjà Fabius et Hollande monter au créneau en demandant l'application de cette loi uniquement dans les services publics. Donc, ces braves socialistes, égaux à eux-mêmes, sont favorables à la burqa dans la rue ! Il n'est pas difficile d'imaginer les débats houleux qui animeront l'hémicycle lorsque cette loi sera présentée.